

CINQ JOURS QUI CONSTRUISENT LA RÉSISTANCE CHEZ BPOST

Depuis mars 2000, Bpost opère en tant qu'entreprise indépendante. L'Etat belge reste cependant l'actionnaire majoritaire avec 51,04% des actions. Tous les gouvernements depuis lors (quels que soient les partis impliqués), et bien sûr aussi les actionnaires privés, ne s'intéressaient qu'à une seule chose : le profit qu'ils recevaient. Peu importe que ce profit soit réalisé sur base de coupes budgétaires sur le dos des employés et sur les services fournis.

Pour réaliser ces économies, la direction a toujours divisé le personnel et a monté les uns contre les autres. À quelques reprises, elle y est allée brutalement, mais la plupart des économies ont été réalisées graduellement ou seulement sur les nouveaux employés. La charge de travail a été systématiquement augmentée. C'est ce qui explique qu'aujourd'hui, un tournant a été atteint. Les salariés en ont assez, non pas d'une mesure en particulier, mais de l'ensemble des politiques menées et de ce que cela signifie pour eux.

10% pour les actionnaires ... et pour nous ? Travailler, suer et la fermer !

Le PDG Koen Van Gerven a garanti aux actionnaires un dividende de 10 %, quel que soit le chiffre d'affaires de Bpost. Si les bénéfices sont inférieurs à 260 millions d'euros (le dividende combiné de 10 %), qui fera alors le reste ? Les employés de Bpost le savent: cela proviendra d'économies sur le dos du personnel, notamment avec des licenciements collectifs et autres compressions qui minent les conditions de travail et augmentent la charge de travail, qui est déjà insupportable. Le personnel des bureaux de distribution et les centres de tri en font l'expérience au quotidien.

Si nous voulons mettre fin à la logique qui nous a menés à ce point, nous devons examiner chaque lieu de travail pour voir quels sont les besoins en personnel. Après tout, ce sont les employés qui connaissent le mieux le fonctionnement de leur entreprise, et non les gestionnaires qui regardent les chiffres et qui se préoccupent surtout de réaliser des bénéfices. Lorsque les employés se présentent aujourd'hui à leur supérieur hiérarchique avec des idées sur la façon dont les choses pourraient être améliorées, ils

se heurtent à l'argument qu'il n'y a pas d'argent. Mais ceci ne devrait pas être au cœur d'un service public ; c'est un bon environnement de travail et des services de qualité pour la population qui devraient l'être.

Que la poste redevienne un service public digne de ce nom

Une lutte pour que le service postal redevienne un service public fort recevrait l'appui d'un grand nombre de personnes dans la société. Il suffit de voir comment Corbyn a rendu à nouveau populaire la nationalisation des chemins de fer en Grande-Bretagne. Une telle bataille sera nécessaire si nous voulons mettre un terme à la réduction sans cesse croissante des services, des salaires et des conditions de travail. Ce serait un exemple pour d'autres services publics mais aussi pour des secteurs qui sont aujourd'hui entre les mains du secteur privé mais qui seraient mieux placés entre les mains de la communauté comme l'énergie, les banques, les soins de santé, ...

Ce ne sera pas une lutte facile. Chaque capitaliste et ses serviteurs politiques s'opposeront à ces propositions. Mais une attitude déterminée de la part du personnel et le soutien des syndicats, des partis de gauche et de la société civile peuvent briser cette résistance. Une conséquence d'une telle lutte serait aussi de se demander qui contrôle réellement les services publics : un gouvernement néolibéral ou la majorité des travailleurs et de la population ?

Ces actions peuvent être le début d'un mouvement dans cette direction, mais ne peuvent être un point final. Cinq jours pour exprimer notre mécontentement ne suffiront pas. Nous devons nous organiser au sein des syndicats, que nous devons à nouveau transformer en organisations démocratiques. Après les actions, nous pouvons organiser des réunions du personnel, où nous examinons les forces et les faiblesses de ces grèves. Ensemble, nous pouvons discuter de la manière avec laquelle nous pouvons impliquer encore plus de collègues et des revendications que nous pourrions formuler pour que l'opinion publique nous soutienne encore davantage.



WWW.SOCIALISME.BE
FACEBOOK.COM/SOCIALISME.BE

Nous ne pouvons pas compter sur les médias traditionnels pour relayer notre colère et nos combats !
Achetez le journal *Lutte Socialiste* pour 2 € ou prenez un abonnement à 20 € (ou plus en soutien).

